

Espèces aquatiques en péril

COMPRENDRE LA LEP

Comment les espèces aquatiques sont inscrites en vertu de
la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) du Canada

Pêches et Océans Fisheries and Oceans
Canada Canada

Canada

NOUS DEVONS AGIR

Au Canada, des centaines d'espèces sauvages sont menacées de disparition. Certaines reflètent les particularités vitales de nos cultures et de nos histoires diverses; d'autres sont les dernières survivantes d'une espèce mondiale, mais toutes jouent un rôle essentiel dans l'environnement qu'elles habitent. Dans le milieu aquatique, ces espèces sont étonnamment variées. Elle vont des minuscules mollusques d'eau douce aux géants qui vagabondent dans les océans comme la baleine noire de l'Atlantique jusqu'au renommé rorqual bleu. La question qui se pose n'est pas de savoir *si* nous devons essayer de les protéger de l'extinction mais plutôt *comment* s'y prendre pour empêcher leur disparition. La *Loi sur les espèces en péril* (LEP) fournit à cet égard une partie importante de la réponse. ■



Photo : Fiona Cuthbert

LA LEP EN UN COUP D'ŒIL

La *Loi sur les espèces en péril* est entrée en vigueur en 2003 pour protéger les espèces sauvages :

- en travaillant à protéger et à rétablir les espèces inscrites sur la Liste des espèces en péril; et
- en ayant recours à une gestion saine pour s'assurer que les espèces préoccupantes ne deviennent pas en voie de disparition ou menacées.

La LEP interdit de causer du tort ou de nuire aux espèces en péril, notamment de les tuer ou de les capturer pour en faire le commerce ou en faire la collection. Elle interdit la destruction de l'habitat essentiel des espèces protégées. De plus, elle défend d'endommager ou de détruire les résidences de ces espèces. ■

QU'EST-CE QUI EST PROTÉGÉ ?

L'incroyable éventail d'espèces aquatiques protégées aux termes de la LEP comprend des poissons et des reptiles, des mammifères et des mollusques : du loup tacheté jusqu'au corégone atlantique en passant par le méné camus, le saumon de l'Atlantique de l'intérieur de la baie de Fundy, la tortue luth, la loutre de mer, l'haliotide pie et plusieurs autres espèces. Vous trouverez la liste complète à l'adresse suivante :

www.dfo-mpo.gc.ca/species-especes/permits/Species37_f.asp



Photo : Ari S. Friedlaender

Photo : Andrew J. Martinez

QUI FAIT QUOI?

La protection des espèces en péril au Canada est une responsabilité beaucoup trop lourde pour ne relever que d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental. Pêches et Océans Canada est un des trois ministères fédéraux qui jouent un rôle clé en s'assurant de l'application de la *Loi sur les espèces en péril*. Tous les ministères collaborent d'un commun accord mais chacun possède son domaine de spécialisation sur lequel il cible son action.

PÊCHES ET OCÉANS CANADA

Le travail de Pêches et Océans Canada consiste à protéger et à rétablir les espèces aquatiques en péril, à l'exception de celles qui se trouvent dans les eaux situées à l'intérieur des parcs canadiens. Pêches et Océans Canada met en place des mesures de conservation et de protection pour les espèces aquatiques, y compris les tortues luth, les épaulards, le saumon de l'Atlantique, la mulette du Necturus, l'omble de fontaine aurora et bien d'autres.

www.especiesaquatiquesenperil.gc.ca

POUR EN SAVOIR DAVANTAGE SUR LA LEP

Pour en savoir davantage sur la Loi en général, visitez le Registre public de la LEP. www.registrelep.gc.ca

ENVIRONNEMENT CANADA

Environnement Canada coordonne la stratégie fédérale des espèces en péril. Le ministère met en œuvre les activités fédérales qui appuient la LEP et travaille directement à la protection et au rétablissement des oiseaux migrateurs au sens de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*. Environnement Canada est également responsable des espèces qui vivent ou prolifèrent sur les terres fédérales. Elles comprennent tout, allant des grues blanches à la paruline orangée jusqu'à l'oreillard maculé.

www.especiesenperil.gc.ca

PARCS CANADA

Parcs Canada a la responsabilité de la protection et du rétablissement des espèces inscrites sur la Liste des espèces en péril qu'on retrouve dans les parcs nationaux du Canada et autres terres fédérales relevant de la compétence de l'organisme. Il s'agit d'une grande variété d'espèces, à savoir les mollusques, les papillons, les lichens, les plantes, les amphibiens, les reptiles, les poissons, les oiseaux et les mammifères.

www.pc.gc.ca/nature/eeep-sar ■

QU'EST-CE QUE LE COSEPAC ?

Le COSEPAC est le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, un organisme indépendant, formé d'experts scientifiques de partout au Canada dont le rôle est d'identifier les espèces en péril. Les experts du COSEPAC proviennent de tous les secteurs : des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux; des conseils de gestion de la faune; des groupes autochtones; des universités; des musées; des organismes non gouvernementaux nationaux; et d'autres associations possédant une expertise dans la conservation des espèces sauvages au Canada.

COMMENT LE COSEPAC PROCÈDE-T-IL À L'ÉVALUA- TION DES ESPÈCES ?

Le COSEPAC utilise des processus et des données scientifiques pour déterminer si une espèce est en péril. L'organisme se réunit une fois l'an pour étudier les rapports de situation sur les espèces considérées en péril. Préparés par des experts indépendants, ces rapports sont basés sur la meilleure information disponible sur le statut biologique de l'espèce, y compris les données scientifiques, les connaissances de la collectivité et le savoir traditionnel autochtone.

COSEPAC SUR LE WEB :

www.cosepac.gc.ca

Il est important de comprendre, comme nous l'expliquerons plus loin, que le COSEPAC ne prend pas de décision au sujet de l'inscription d'une espèce sur la liste de la LEP : cette responsabilité incombe au gouvernement, avec la contribution des Canadiens et Canadiennes.

ESPÈCES EN PÉRIL : LA TERMINOLOGIE

Toutes les espèces ne sont pas au même niveau de risque. Pour bien comprendre les différents degrés de risques, le COSEPAC utilise la terminologie suivante :

- *Disparue* : n'existe plus
- *Disparue du pays* : n'existe plus à l'état sauvage au Canada mais se retrouve à d'autres endroits
- *En voie de disparition* : fait face à une disparition imminente
- *Menacée* : possibilité de devenir en voie de disparition si les menaces ne sont pas éliminées
- *Préoccupante* : risque de devenir menacée ou en voie de disparition en raison d'une conjugaison de facteurs biologiques et de menaces reconnues ■

COMMENT ON INSCRIT UNE ESPÈCE

Le processus d'inscription de la LEP est constitué de plusieurs étapes. Il commence avec les évaluations du COSEPAC pour se terminer par une décision finale à savoir si l'espèce sera ou non ajoutée à la Liste des espèces en péril de la LEP. Cette décision est ultimement prise par le gouverneur en conseil : la Gouverneure générale agissant sur la recommandation du cabinet fédéral.

Le COSEPAC évalue l'espèce en péril

L'évaluation du COSEPAC est fondée sur de nombreux éléments, allant de l'abondance générale ou de la rareté de l'espèce au taux et à l'étendue de son déclin. Si le COSEPAC détermine qu'une espèce est en péril, il transmet son évaluation de l'espèce au ministre de l'Environnement.

Le ministre de l'Environnement émet un énoncé de réaction

Le ministre de l'Environnement considère les évaluations du COSEPAC comme des *recommandations* et il dispose de 90 jours pour produire un énoncé de réaction indiquant de quelle façon il entend donner suite aux recommandations et fournir du même coup un échéancier. Cette information est publiée dans les *Énoncés de réaction* qui se trouvent dans le Registre public de la LEP.

Début du processus d'inscription

Le processus d'inscription habituel de la LEP dure neuf mois. Il commence par l'émission par le gouverneur en conseil d'un décret accusant réception des évaluations d'espèces du COSEPAC sur la recommandation du ministre de l'Environnement. Dans certains cas, le ministre peut reporter la transmission de l'évaluation du COSEPAC pour donner suffisamment de temps pour des consultations additionnelles et une analyse des répercussions biologiques, sociales et économiques de l'inscription de l'espèce en vertu de la LEP. Une fois les consultations et les analyses terminées, le ministre fait suivre l'évaluation au gouverneur en conseil et le processus réglementaire est enclenché.

LE CAS DE LA BALEINE NOIRE DE L'ATLANTIQUE NORD

La baleine « noire » tient son appellation anglaise 'right' (la bonne) des baleiniers parce qu'elle était lente et facile à capturer. De nos jours, il ne reste plus que 350 individus de cette espèce à travers le monde. Nous vous racontons comment la baleine noire a fini par être protégée en vertu de la LEP – ce qui nous donne un véritable aperçu en temps réel de la manière dont se déroule le processus.

Mai 2003

Le COSEPAG classe « en voie de disparition » la baleine noire de l'Atlantique Nord. La population de baleines est dangereusement réduite et l'espèce continue d'être décimée par des collisions avec des navires et des enchevêtrements dans des engins de pêche.

Avril 2004

Le gouvernement fédéral émet son énoncé de réaction portant sur la baleine noire de l'Atlantique Nord, annonçant son projet de tenir des consultations.

Avril 2004

Le processus officiel d'inscription de neuf mois pour la baleine noire de l'Atlantique Nord commence quand le gouverneur en conseil émet un décret accusant réception de l'évaluation de l'espèce du COSEPAC sur la recommandation du ministre de l'Environnement.



Photo: MPO, Région des Maritimes

Photo: MPO, Région des Maritimes

COMMENT ON INSCRIT UNE ESPÈCE

SUITE...

Le gouvernement consulte les Canadiens

Avant de prendre une décision ferme à propos d'une espèce, le gouvernement recherche l'opinion des Canadiens et des Canadiennes dans les régions où l'inscription en vertu de la LEP touchera davantage la vie et les moyens de subsistance des gens. Si on étudie une espèce en vue d'une inscription éventuelle en vertu de la LEP et que *votre* entreprise ou *votre* collectivité en subiront les conséquences, assurez-vous de faire connaître votre point de vue. Quand vous participez au processus, vous aidez à formuler la solution définitive.

Le ministre des Pêches et des Océans donne son avis

Pour les espèces aquatiques qui relèvent de sa responsabilité, le ministre des Pêches et Océans tient compte des rapports provenant des consultations ainsi que de l'information scientifique disponible, des études d'impacts sociaux et économiques et d'autres documents clés. Puis, il fournit au ministre de l'Environnement son avis sur la pertinence d'inscrire ces espèces en vertu de la LEP.

Les recommandations du ministre de l'Environnement sont publiées dans la *Gazette du Canada*

Les recommandations du ministre de l'Environnement quant à l'inscription ou non de ces espèces en vertu de la LEP sont publiées dans la *Gazette du Canada* afin de recevoir des commentaires du public. (La *Gazette du Canada* est le journal officiel du gouvernement du Canada.) Cela se produit habituellement quatre à cinq mois après que le processus d'inscription ait été enclenché mais avant qu'une décision finale soit prise, donnant une autre occasion aux Canadiens et aux Canadiennes de se faire entendre.

Le gouverneur en conseil prend la décision finale sur l'inscription

Une fois que toute l'information a été prise en considération et que les opinions des Canadiens et Canadiennes ont été entendues, le gouverneur en conseil peut décider de : accepter l'évaluation du COSEPAC et inscrire l'espèce sur la Liste des espèces en péril; ne pas inscrire l'espèce sur la liste; ou renvoyer l'évaluation de l'espèce au COSEPAC pour information additionnelle ou examen plus approfondi. Une fois qu'une espèce aquatique est ajoutée à la liste de la LEP, les interdictions de la LEP entrent automatiquement en vigueur et des mesures spécifiques doivent être prises à l'intérieur d'une période de temps définie pour aider à assurer la protection et le rétablissement de l'espèce.

Si le gouverneur en conseil ne prend pas de décision dans les neuf mois après avoir reçu les évaluations du COSEPAC, l'espèce doit être inscrite.

LE CAS DE LA BALEINE NOIRE DE L'ATLANTIQUE NORD SUITE...

Été 2004

Pêches et Océans Canada entreprend des consultations avec les parties intéressées et le public et reçoit de solides appuis pour inscrire la baleine noire de l'Atlantique Nord sur la Liste des espèces en péril protégées par la LEP.

Après les consultations de 2004

Le ministre des Pêches et des Océans passe en revue les mesures de protection en vigueur pour la baleine noire de l'Atlantique Nord, les rapports issus des consultations publiques et l'information scientifique à sa disposition. Sa réflexion l'amène à proposer que la baleine noire de l'Atlantique Nord soit inscrite sur la liste des espèces à protéger en vertu de la LEP.

Octobre 2004

Les recommandations publiées dans la *Gazette du Canada* à propos de la baleine noire de l'Atlantique Nord ne reçoivent aucun autre commentaire pendant la période s'étendant d'octobre à novembre.

Janvier 2005

La baleine noire de l'Atlantique Nord est ajoutée à la Liste des espèces en péril de la LEP. Pêches et Océans Canada commence à mettre à jour son plan de rétablissement pour cette espèce et lance des études pour mieux comprendre et réduire les menaces à la baleine noire de l'Atlantique Nord.

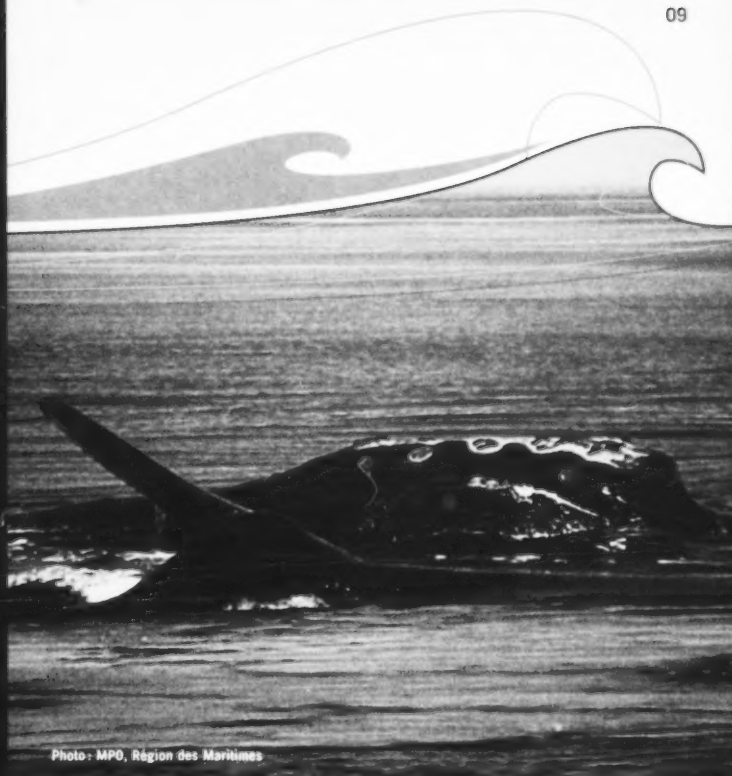


Photo: MPO, Région des Maritimes



Photo: MPO, Région des Maritimes

DÉMÊLER LE VRAI DU FAUX

L'interprétation d'une nouvelle loi demeure toujours un processus ambitieux. Parfois, cela peut déboucher sur la confusion. Voici quelques fausses perceptions fréquentes au sujet de la *Loi sur les espèces en péril*.

FAUSSE PERCEPTION N°1

COSEPAC est un organisme gouvernemental

Cela *n'est pas* vrai. Pour s'assurer de l'impartialité du processus d'évaluation, le COSEPAC a été volontairement mis sur pied comme un organisme autonome indépendant du gouvernement. Ses processus sont transparents pour le public pour s'assurer qu'il opère de façon aussi impartiale que possible.

FAUSSE PERCEPTION N°2

Une fois que le COSEPAC évalue qu'une espèce est « en péril », cette espèce est automatiquement protégée

Comme nous l'avons expliqué dans la section précédente (*Comment on inscrit une espèce*), l'évaluation du COSEPAC n'est que le début d'un processus rigoureux qui comprend des discussions et des consultations. Le gouvernement évalue toute l'information avant de prendre une décision finale à savoir si une espèce a besoin de protection aux termes de la LEP.

FAUSSE PERCEPTION N°3

Quand une espèce est inscrite en vertu de la LEP, elle est interdite à 100 pour cent

Encore une fois, cela *n'est pas* vrai. Les mesures de protection sont particulières aux besoins et aux circonstances de cette espèce. Dans certains cas, il



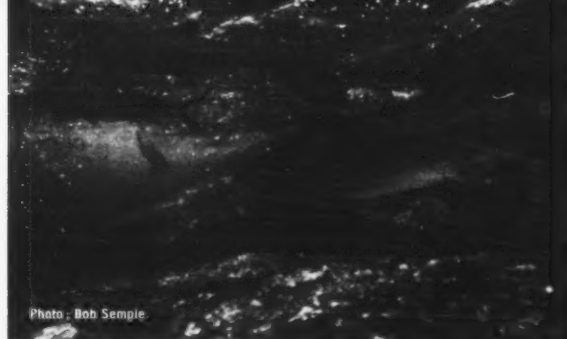


Photo : Bob Semple

peut s'agir d'un changement d'engins de pêche ou d'un ajustement à la saison de la pêche. La LEP peut permettre une certaine souplesse dans la mesure où le rétablissement de l'espèce n'est pas mis en péril.

FAUSSE PERCEPTION N°4

Le grand public n'a pas de rôle à jouer par rapport à la LEP

Il n'y a rien de plus faux. Il n'est pas exagéré de dire que *tout le monde* peut potentiellement avoir un rôle à jouer par rapport à la LEP : les gouvernements, les organismes d'application réglementaire, les membres de l'industrie, les pêcheurs, les groupes autochtones, les conseils de gestion de la faune, les entreprises privées et le grand public. Le premier rôle consiste à prendre la parole, à participer aux consultations pour s'assurer que toutes les perspectives pertinentes soient entendues. Il existe des occasions pour le public de s'engager activement dans la protection des espèces en péril, par exemple dans le Programme d'intendance de l'habitat.
www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih ■



Photo: ©iStockphoto.com/Joeyhrooke80

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Visitez notre site Web à l'adresse :
www.especesaquatiquesenperil.gc.ca

PARTICIPEZ

Pour en savoir plus sur le Programme
d'intendance de l'habitat :
www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih

CE QUE LA PROTECTION DE LA LEP SIGNIFIE VRAIMENT

La *Loi sur les espèces en péril* possède le potentiel de pouvoir toucher la vie de millions de Canadiens et Canadiennes, des pêcheurs commerciaux aux aquaculteurs, aux amateurs de pêche et aux canotiers jusqu'aux scientifiques et aux membres de l'industrie maritime. Si vous possédez une propriété sur l'eau ou près de l'eau, une ferme ou un commerce, vos activités pourraient avoir un impact sur *l'habitat* d'une espèce en péril.

Comment la LEP change-t-elle les choses? Par exemple, pour les pêcheurs commerciaux, elle peut se traduire par des restrictions sur les prises accidentelles des espèces inscrites. Les engins de pêches peuvent devoir être modifiés, des zones de pêche peuvent devenir interdites et les périodes de pêche peuvent être modifiées. Il peut même être possible qu'une pêche traditionnelle soit fermée ou réduite.

QUI DÉCIDE COMMENT PROTÉGER LES ESPÈCES INSCRITES ?

Pour certaines espèces inscrites en vertu de la LEP, certaines interdictions de la LEP s'appliquent

automatiquement pour protéger l'espèce elle-même et les résidences des individus de cette espèce. Les mesures de protection sont également définies par l'entremise de programmes de rétablissement et de plans d'action, qui sont élaborés en étroite collaboration avec les Canadiens et Canadiennes touchés.

Le gouvernement du Canada reconnaît qu'il a le devoir de protéger les espèces en péril tout en maintenant la stabilité économique et des industries viables. Tous les efforts sont faits pour travailler avec les Canadiens et les Canadiennes pour atteindre les objectifs de la LEP tout en minimisant l'impact sur les personnes, les collectivités et les entreprises. Si des entreprises doivent changer leur façon de fonctionner, ces changements seront communiqués clairement par Pêches et Océans Canada pour éviter la confusion et l'incertitude.

PROGRAMMES DE RÉTABLISSEMENT, PLANS D'ACTION ET PLANS DE GESTION

La *Loi sur les espèces en péril*, ce n'est pas seulement une liste d'interdits. La LEP exige que des programmes de rétablissement, des plans d'action et des plans de gestion soient élaborés pour les espèces inscrites sur la liste. Tous ces plans contribuent, chacun à leur manière, à protéger et à rétablir les espèces en péril, en exposant des objectifs, des plans, des projets et des activités; et tous sont créés grâce à la contribution d'une vaste gamme de Canadiens et Canadiennes, incluant les membres des industries touchées, des universitaires, des autochtones, des groupes environnementaux et bien d'autres. ■

S'IMPLIQUER

Nous pouvons tous faire notre part pour aider à protéger les espèces en péril : que ce soit en gardant propres les habitats essentiels des espèces, en participant aux consultations ou encore en joignant des Équipes de rétablissement. Toutes les contributions peuvent changer quelque chose. Heureusement, les gens sont enthousiastes à l'idée de faire leur part. Les exemples suivants décrivent comment des groupes de Canadiens et Canadiennes se sont rassemblés de façon bien différente pour apporter une contribution positive et protéger les espèces en péril.

PROJET RESCOUSSE

Travaillant avec les Brasseurs RJ, les membres du Projet Rescousse et la Fondation de la faune du Québec ont créé une bière spécialement pour aider à protéger les espèces en péril au Québec, avec le chevalier cuivré, une espèce en péril, comme emblème. Le chevalier cuivré, qu'on retrouve dans quelques rivières du sud-ouest du Québec, apparaît sur l'étiquette de la Rescousse, une bière de blé sur lie de type ale, dont les ventes ont aidé à financer un fonds de 2,4 millions \$ pour la construction d'une passe migratoire qui contourne un barrage et rejoint des frayères en amont.

RÉSEAU D'OBSERVATIONS DES CÉTACÉS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Ce groupe de plus de 600 plaisanciers, navigateurs et autres citoyens observent les eaux côtières

de la Colombie-Britannique à la recherche de tortues luth et de sept espèces de baleines classées en péril, recueillant des données qui aident les experts à comprendre comment protéger les animaux. Commandité par le Programme d'intendance de l'habitat, ce réseau avertit également le personnel de sauvetage quand les baleines ou les tortues s'échouent ou s'enchevêtrent dans les filets de pêche, ce qui aide à accroître leurs chances de survie.

RÉTABLISSEMENT DU SAUMON DE L'ATLANTIQUE DE L'INTÉRIEUR DE LA BAIE DE FUNDY

Au cours des cinq dernières années, les membres de la Première nation Fort Folly, une collectivité autochtone de quelque 100 personnes au Nouveau-Brunswick, ont été activement engagés dans le rétablissement du saumon de l'Atlantique de l'intérieur de la baie de Fundy dans les rivières locales. En collaboration avec Pêches et Océans Canada et Parcs Canada (dans le parc national Fundy du Canada), les membres de la Première nation Fort Folly ont relâché des milliers de saumoneaux (rejetons de saumons sauvages) dans les rivières Pointe Wolfe et Big Salmon. ■



Photo : Margaret Butscher, graciellette de Vancouver Aquarium Marine Science Centre

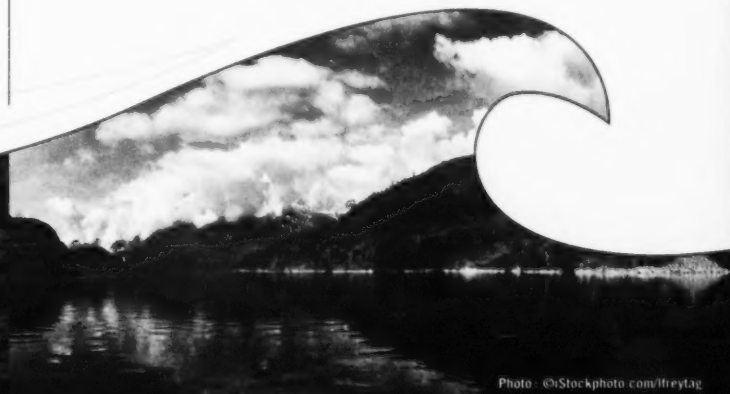


Photo : ©Stockphoto.com/lfreytag

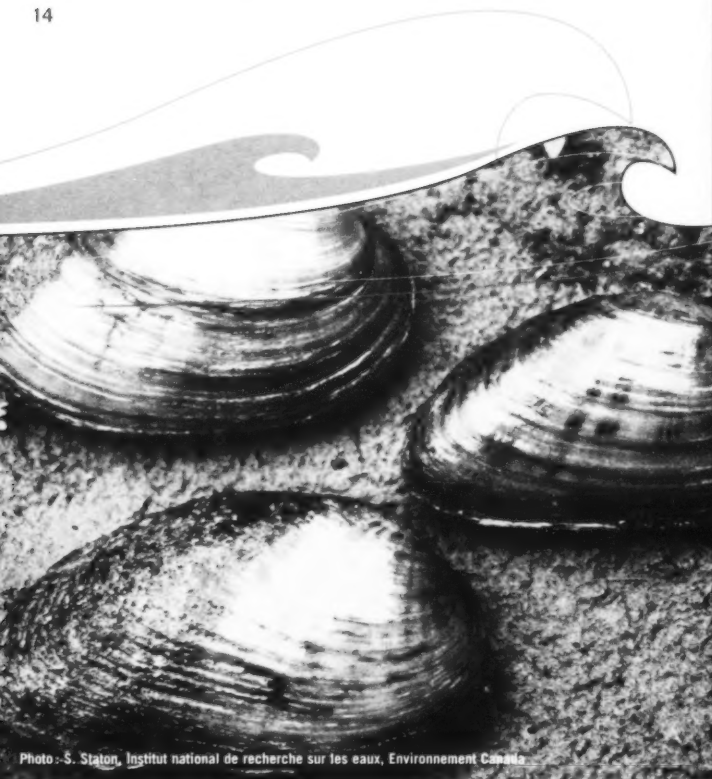


Photo : S. Stator, Institut national de recherche sur les eaux, Environnement Canada



Photo : ©iStockphoto.com/brytta

D'AUTRES QUESTIONS ?

Si vous recherchez plus d'information au sujet de la LEP et des espèces aquatiques, veuillez visiter notre site Web à :

www.especesaquatiquesenperil.gc.ca

Vous pouvez également communiquer avec Pêches et Océans Canada par téléphone au **1-866-266-6603** ou par courrier électronique à **info@dfp-mpo.gc.ca**

Vous pouvez obtenir de l'information générale en visitant le Registre public de la LEP, un service en ligne qui fournit de l'information et des documents incluant des rapports de situation, des évaluations d'espèces, des énoncés de réaction, des programmes de rétablissement, des plans d'action et des plans de gestion. Le registre vous fournit même des occasions de commenter les documents reliés à la LEP et vous signale les consultations publiques. Visitez en ligne à : **www.registrelep.gc.ca**

Si vous voulez faire votre part pour aider à protéger les espèces en péril et en savoir davantage sur le Programme d'intendance de l'habitat : **www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih**

Photo/Couverture : ©iStockphoto.com/smileyoanne

Publié par :

Direction générale des communications
Pêches et Océans Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0G6

© Sa majesté la Reine du Chef du Canada 2006
N° cat. F23-498/2006
ISBN 0-662-49070-3 paper
ISBN 0-662-42977-X PDF

MP0/2005-484

imprimé sur du papier recyclé

Aquatic Species at Risk

UNDERSTANDING SARA

How aquatic species are listed under Canada's *Species at Risk Act*

Fisheries and Oceans Canada
Pêches et Océans Canada

Canada

WE NEED TO ACT

Hundreds of Canadian wildlife species today face the risk of extinction. Some are vital characters in our diverse cultures and histories; some are the last of their kind in the world—and all of them have an essential role to play in the environments where they live. In the aquatic world, these species are astoundingly diverse—ranging from tiny freshwater molluscs to roving giants of the oceans like the North Atlantic right whale and the famous blue whale. The question is not *if* we should try to protect them from vanishing forever. The question is *how* to go about it. Canada's *Species at Risk Act* (SARA) is an important part of the answer. ■

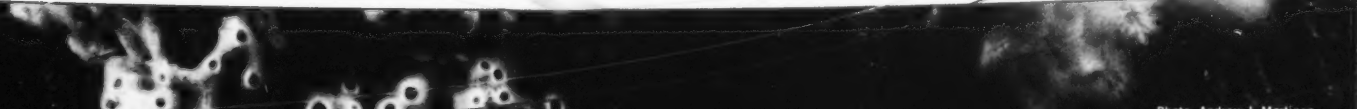




Photo: Fiona Cuthbert

SARA AT A GLANCE

The *Species at Risk Act* (SARA) became law in 2003 to protect wildlife species by:

- Working to protect and recover species that are listed under SARA; and
- Using sound management to make sure that species of special concern don't become endangered or threatened.

SARA includes prohibitions against harming or interfering with species at risk—from killing and capturing to buying, selling and collecting. It prohibits destroying the critical habitats of protected species. And it also prohibits damaging or destroying the residences of those species. ■

WHAT'S PROTECTED?

The incredible array of aquatic species protected under SARA includes fish and reptiles, mammals and molluscs—from the wolffish, Atlantic whitefish and pugnose shiner to the Inner Bay of Fundy Atlantic salmon, leatherback sea turtle, sea otter, northern abalone and more. You can find the complete list at:

www.dfo-mpo.gc.ca/species-especes/permits/Species37_e.asp

WHO'S WHO

Protecting Canada's species at risk is too great a responsibility for any one department or agency alone. Fisheries and Oceans Canada is one of three federal departments with a key role in seeing that the *Species at Risk Act* is upheld. All departments work closely together, but each has its own special area of focus.

FISHERIES AND OCEANS CANADA

The job of Fisheries and Oceans Canada is to protect and recover aquatic species at risk except those found in Parks Canada waters. Fisheries and Oceans Canada implements conservation and protection measures for aquatic species, including leatherback seaturtles, killer whales, Atlantic salmon, mudpuppy mussels, Aurora trout, and more. www.aquaticspeciesatrisk.gc.ca

MORE ABOUT SARA

Learn more about the Act in general by visiting the SARA Public Registry.
www.SARAreistry.gc.ca

ENVIRONMENT CANADA

Environment Canada coordinates the federal species-at-risk strategy. It implements federal activities that support SARA and works directly to protect and recover migratory birds as per the *Migratory Bird Convention Act*. Environment Canada is also responsible for species that live or grow on federal lands. These include everything from the whooping crane to the prothonotary warbler to plants and mammals such as the swift fox and spotted bat. www.speciesatrisk.gc.ca

PARKS CANADA AGENCY

Parks Canada is responsible for the protection and recovery of SARA-listed species that are found in national parks of Canada and other federal lands administered by Parks Canada. This includes a wide range of species such as molluscs, butterflies, lichens, plants, amphibians, reptiles, fish, birds and mammals.
www.pc.gc.ca/nature/ceep-sar ■



WHAT'S COSEWIC?

COSEWIC is the Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada—an independent body of scientific experts from across the country with the job of identifying species at risk. COSEWIC experts come from all fields: federal, provincial, and territorial governments; wildlife management boards; Aboriginal groups; universities; museums; national non-governmental organizations; and other bodies with expertise in the conservation of wildlife species in Canada.

HOW DOES COSEWIC ASSESS SPECIES?

COSEWIC uses scientific processes and data to determine whether species are at risk. It meets once a year to review status reports on species that are considered to be at risk. Prepared by independent experts, these reports are informed by the best available information on the biological status of a species, including scientific, community and Aboriginal traditional knowledge.

COSEWIC ON THE WEB:

www.cosewic.gc.ca

It is important to understand—as the following sections explain—that COSEWIC does not make the decisions about listing species under SARA: that responsibility belongs to government, with input from Canadians.

SPECIES TALK: THE TERMINOLOGY

Not all species are equally at risk. To be clear about the different degrees of risk, COSEWIC uses the following terms:

- *Extinct*: no longer existing
- *Extirpated*: no longer existing in the wild in Canada but still existing in other places
- *Endangered*: facing imminent extirpation or extinction
- *Threatened*: likely to become Endangered if threats are not reversed
- *Special Concern*: at risk of becoming Threatened or Endangered because of a combination of biological characteristics and identified threats ■

HOW SPECIES GET LISTED

The SARA listing process has a number of steps, starting with the COSEWIC assessments and ending with a final decision on whether a species will be listed under SARA. This decision is ultimately made by the Governor in Council: the Governor General acting on the advice of the federal cabinet.

**COSEWIC
assesses a species
as being at risk**

COSEWIC's assessment is based on everything from the species' overall abundance or scarcity to the rate and extent of its decline. If COSEWIC determines that a species is at risk, it sends its species assessment to the Minister of the Environment.

**The Minister of
the Environment
issues a response
statement**

The Minister of the Environment takes COSEWIC's assessments as *recommendations*, and has 90 days to issue a response statement indicating how he or she intends to respond to the assessment—and to provide timelines for action. This information is published in the *Response Statements* that appear in the SARA Public Registry.

**The listing
process begins**

The standard SARA listing process lasts nine months. It begins when the Governor in Council acknowledges receipt of COSEWIC species assessments on the recommendation of the Minister of the Environment. In some cases, the Minister may delay forwarding a COSEWIC assessment to provide adequate time for additional consultations and an analysis of the biological, social and economic impacts of listing species under SARA. Once the consultations and analysis are complete, the Minister forwards the assessment to the Governor in Council and the standard process is followed.

THE CASE OF THE NORTH ATLANTIC RIGHT WHALE

The 'right' whale got its name from whalers because it was a slow and easy catch. Today only 350 of these animals remain in the entire world. This is the story of how the North Atlantic right whale came to be protected under SARA—giving a real-life glimpse into how the process works.

May 2003

COSEWIC designates the North Atlantic right whale as Endangered. The population of whales is dangerously small and animals continue to be killed by ship strikes and entanglements in fishing gear.

April 2004

The federal government issues its response statement on the North Atlantic right whale, announcing plans to carry out consultations.

April 2004

The official nine-month listing process for the North Atlantic right whale begins when the Governor in Council acknowledges receipt of the COSEWIC species assessment on the recommendation of the Minister of the Environment.



Photo: DFO, Maritimes Region



Photo: DFO, Maritimes Region

HOW SPECIES GET LISTED

PART TWO...

The government consults with Canadians

Before any firm decision is made about listing a species, the government seeks input from Canadians in the regions where a SARA listing would affect people's lives and livelihoods. If a species is being considered for protection under SARA and *your* business or community will feel the impact, be sure to communicate your point of view. When you participate in the process, you help shape the ultimate solution.

The Minister of Fisheries and Oceans provides advice

For aquatic species that fall under his or her responsibility, the Minister of Fisheries and Oceans considers reports from the consultations as well as all available scientific information, social and economic impact studies and other key documents. The Minister of Fisheries and Oceans then provides advice on whether these species should be listed under SARA to the Minister of the Environment.

The Minister of the Environment's recommendations are published in the *Canada Gazette*

The Minister of the Environment's proposed recommendations on whether these species should be listed under SARA are published for public comment in the *Canada Gazette* (the official newspaper of Canada's government). This usually occurs four to five months after the listing process begins but before a final decision is made, providing a further opportunity for Canadians to have input.

The Governor in Council makes the final listing decision

After all the information has been weighed—and after Canadians' opinions have been heard—the Governor in Council may decide to: accept COSEWIC's assessment and list the species under SARA; not list the species; or return the species assessment to COSEWIC for further information or consideration. Once an aquatic species is added to the SARA list, the SARA prohibitions automatically apply and specific actions must be taken within a clearly defined period of time to help ensure protection and recovery of the species.

If the Governor in Council does not make a decision within nine months after receiving the COSEWIC assessments, the species must be listed.

THE CASE OF THE NORTH ATLANTIC RIGHT WHALE CONTINUED...

Summer of 2004

Fisheries and Oceans Canada consults with interested stakeholders and the public, receiving strong support for listing the North Atlantic right whale under SARA.

Post-consultations 2004

The Minister of Fisheries and Oceans reviews the existing protection measures for the North Atlantic right whale, the reports from the consultations and the available scientific information. He then advises that the North Atlantic right whale be listed under SARA.

October 2004

The recommendations published on the North Atlantic right whale in the *Canada Gazette* receive no further comment during the period between October and November.

January 2005

The North Atlantic right whale is added to the List of Wildlife Species at Risk for protection under SARA. Fisheries and Oceans Canada begins updating the recovery strategy for this species and launches studies to better understand and reduce the threats to the North Atlantic right whale.

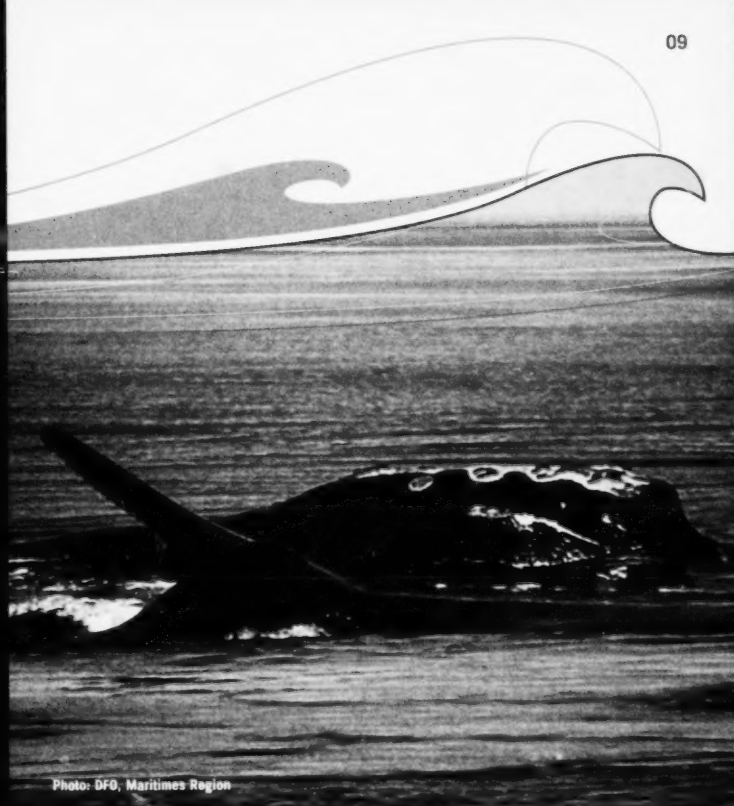


Photo: DFO, Maritimes Region



Photo: DFO, Maritimes Region

THE TRUTH UNTANGLED

Interpreting a new law is always a challenging process. Sometimes it can lead to confusion. The following are some common misconceptions about SARA.

MISCONCEPTION #1

COSEWIC is a government body

This is *not* true. To make sure the assessment process is unbiased, COSEWIC was deliberately created as an arm's-length organization independent of government. Its processes are transparent to the public to make sure that it operates as impartially as possible.

MISCONCEPTION #2

Once COSEWIC assesses a species as being 'at risk', that species is automatically protected

As explained in the previous section (*How species get listed*), the COSEWIC assessment is only the start of a careful process that involves discussion and consultation. The government weighs all the information to make a final decision about whether a species needs protection under SARA.

MISCONCEPTION #3

When a species is listed under SARA, it is automatically 100 percent off-limits

Again, this is *not* true. Protective measures are specific to the needs and circumstances of *that*

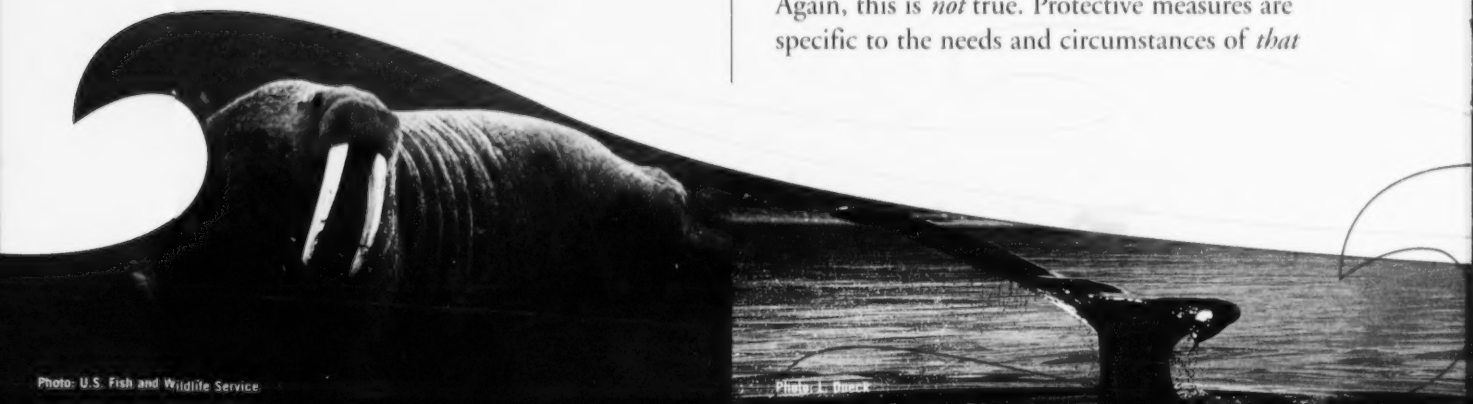




Photo: Bob Sample

species. In some cases it may be that fishing gear needs to be changed, or that fishing seasons must be adjusted. SARA may allow for some flexibility so long as the recovery of the species is not jeopardized.

MISCONCEPTION #4

The general public has no role in SARA

Nothing could be further from the truth. It's no exaggeration to say that everyone has a potential role to play in SARA: governments, enforcement agencies, industry members, fishers, Aboriginal groups, wildlife management boards, private operators, and the general public. The first role is one of speaking out, participating in the consultations to make sure that all relevant perspectives are shared. There are also opportunities for members of the public to actively involve themselves in protecting species at risk, such as through the *Habitat Stewardship Program*.
www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih ■



Photo: ©iStockphoto.com/loeybroke80

GET THE FACTS

Visit our web site at:

www.aquaticspeciesatrisk.gc.ca

GET INVOLVED

Learn more about the
 Habitat Stewardship Program at:
www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih

WHAT SARA PROTECTION REALLY MEANS

The *Species at Risk Act* has the potential to touch the lives of millions of Canadians—from commercial fishers, aquaculturists, recreational fishers and boaters to scientists and members of maritime industries. If you own property on or near water, a farm or business, your activities could have an impact on the habitat of a species at risk. How does SARA change things? For commercial fishers, for example, there may be restrictions on the bycatch of listed species. Gear may have to be modified, areas may become off-limits, and fishing seasons might change. It is even possible that traditional fisheries may be closed or reduced.

WHO DECIDES HOW TO PROTECT LISTED SPECIES?

For some species listed under SARA, some SARA prohibitions apply automatically to protect the species itself and the residences where its members live. Protective measures are also defined through recovery strategies and action plans, which are developed in close collaboration with affected Canadians.

The Government of Canada recognizes that it has to protect species at risk while maintaining economic stability and sustainable industries. Every effort is made to work with Canadians to meet the objectives of SARA while minimizing the impact on individuals, communities and businesses. If businesses have to change how they operate, those changes will be communicated clearly by Fisheries and Oceans Canada to prevent confusion or uncertainty.

RECOVERY STRATEGIES, ACTION PLANS AND MANAGEMENT PLANS

There is more to SARA, of course, than prohibitions. SARA requires that recovery strategies, action plans and management plans be developed for species on the list. All of these work in their own ways to protect and recover species at risk, outlining goals, plans, projects and activities—and all of them are created with input from a wide range of Canadians including members of affected industries, academics, Aboriginals, environmental groups and others. ■

GETTING INVOLVED

We can all do our part to help protect species at risk: from keeping species' habitats clean or participating in consultations to joining Recovery Teams—every contribution makes a difference. Fortunately, people are eager to get involved. The following examples describe how groups of Canadians have come together—in very different ways—to make a positive difference and protect species at risk.

PROJECT RESCOUSSE

Working with RJ Brewers, the members of Project Rescoussé and the Fondation de la faune du Québec created a beer specifically to help protect species at risk in Quebec, with the endangered Copper Redhorse fish as its icon. Found in just a few rivers in southwestern Quebec, the Copper Redhorse is featured on the labels of Rescoussé red wheat ale—sales of which helped fund a \$2.4 million fishway that allows the fish to bypass a dam and reach its upstream spawning grounds.

B.C. CETACEAN SIGHTINGS NETWORK

This group of more than 600 mariners and citizens watches B.C.'s coastal waters for leatherback sea turtles and seven species of at-risk whales, gathering data that helps experts understand how to protect the animals. Sponsored by the Habitat Stewardship Program, the BCCSN also alerts rescue personnel when whales or turtles become stranded or entangled in nets—helping increase their odds of survival.

RESTORING INNER BAY OF FUNDY ATLANTIC SALMON

For the last five years, members of the Fort Folly First Nation, an Aboriginal community of just 100 people in New Brunswick, have been actively involved in restoring Inner Bay of Fundy Atlantic salmon to local rivers. In collaboration with Fisheries and Oceans Canada and Parks Canada (in Fundy National Park of Canada), members of Fort Folly First Nation have released thousands of young salmon—spawned from wild salmon—into the Pointe Wolfe and Big Salmon rivers. ■



Photo: Margaret Butscher,
Courtesy of the Vancouver Aquarium Marine Science Centre

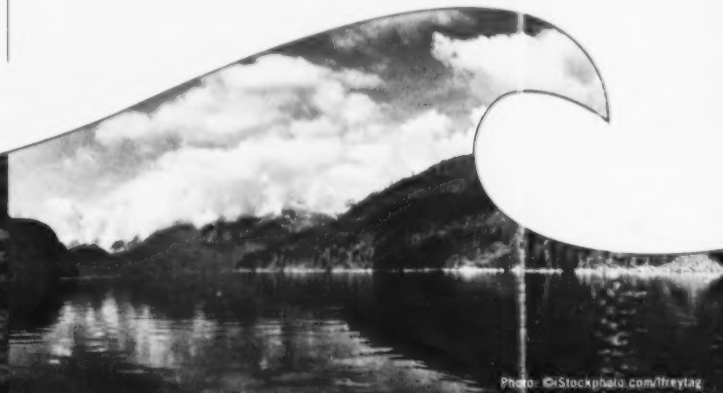


Photo: ©iStockphoto.com/freytag

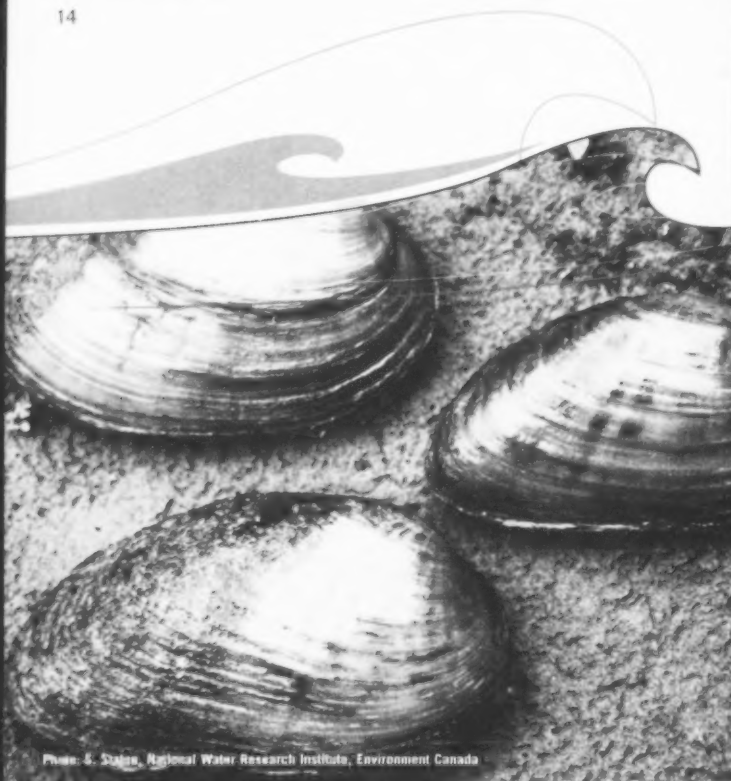


Photo: S. Staine, National Water Research Institute, Environment Canada



Photo: ©iStockphoto.com/brytta

MORE QUESTIONS?

If you're looking for more information about SARA and aquatic species, please visit our website at:
www.aquaticspeciesatrisk.gc.ca

You can also contact Fisheries and Oceans Canada by phone at **1-866-266-6603** or by email at info@dfo-mpo.gc.ca

For general information, you can visit the SARA Public Registry, an online service that provides information and documents including status reports, species assessments, response statements, recovery strategies, and action and management plans. The registry even provides you with opportunities to comment on SARA-related documents, and gives notice of public consultations. Visit it online at:
www.SARAreistry.gc.ca

And if you want to get involved in helping protect species at risk, learn more about the Habitat Stewardship Program:
www.cws-scf.ec.gc.ca/hsp-pih

Photo / Cover: ©iStockphoto.com/smileypoanne

Published by:

Communications Branch
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0G6

DFO/2005-484

©Her Majesty the Queen in Right of Canada 2006
Cat. No. F923-496/2006
ISBN 0-662-49070-3 paper
ISBN 0-662-42977-X PDF

Printed on recycled paper.